

maintes reprises,—au moins quatre ou cinq fois en quinze minutes,—il a dit que jamais nous n'eûmes d'ère plus prospère que les cinq dernières années du régime actuel. Je ne le blâme pas de faire une telle déclaration, quoique la députation ministérielle nous accuse parfois de proclamer la ruine du pays quand nous ne rapportons que la vérité. Cela ne m'empêchera pas de bien mettre en lumière la situation vraie. De mon côté, je prétends que jamais, au cours de notre histoire, et aussi loin que mon souvenir peut remonter,—et mes souvenirs remontent à quelques années,—nous n'avons vu une délégation venir en droite ligne du littoral du Pacifique jusqu'aux Grands lacs, puis à Ottawa pour prier le Gouvernement de venir en aide aux chômeurs. C'est précisément cette année que cela est arrivé; deux heures durant, je suis resté avec cette délégation et c'est la chaleur suffocante qui m'en a fait m'éloigner. Cette délégation comprenait des représentants de toutes les villes depuis Victoria et Vancouver jusqu'à Port-Arthur et Fort-William. On était venu solliciter du secours, et tout ce qu'on a obtenu du Gouvernement par la voix de son chef (M. Mackenzie King) c'est une tentative de persuader les délégués qu'il n'existait pas du tout de chômage. En terminant, le premier ministre parla vaguement de l'assurance-chômage; puis deux jours plus tard, à la Chambre, il assurait à un des députés de Winnipeg que cette question d'assurance était du ressort provincial, et que si les provinces tenaient à l'établir, le fédéral ne verrait pas d'inconvénient à faire sa part. Je le redis, jamais on n'a vu tant de groupes réclamer d'un Gouvernement de quoi pallier les effets du chômage. On a prié le Gouvernement de convoquer une conférence. Les grands Etats-Unis, en dépit de toute leur prospérité,—car, je n'admets qu'ils aient eu autant à souffrir que le ministre a essayé de le faire voir,—eut convoqué en conférence l'élite des hommes d'affaires, et, il n'y a que quinze jours, j'entendais un ministre raconter tout ce que cette conférence avait produit de bon. Notre Gouvernement ne voudrait pas en faire autant pour donner satisfaction à quelqu'un. Précisément à Fort-William, où j'habite, nous avons pour la première fois dans les annales de cette ville, vu un défilé de chômeurs; et l'une des premières villes à réclamer du secours fut la ville même que le ministre du Travail (M. Heenan) habite. Alors que celui-ci proclamait qu'il n'existait pas de chômage, la ville de Kénora, par l'intermédiaire de son représentant à la législature de l'Ontario, sollicitait du secours pour cette ville.

On nous a beaucoup parlé du chômage aux Etats-Unis. Mais, que dit-on du million et demi de chômeurs de la libre-échangiste An-

[L'hon. M. Manion.]

gleterre, qui présentement vivent d'aumônes, et qui voient leur nombre s'accroître sans cesse? Quant aux Etats-Unis, il est vrai que la situation n'a pas été si favorable depuis l'effondrement du marché des valeurs l'automne dernier, mais c'est le cas pour tout autre pays. A coup sûr, aux Etats-Unis, la situation n'est pas mauvaise au point de parler d'en venir au libre-échange.

Ainsi que l'honorable député de New-Westminster (M. McQuarrie) l'a fait observer, la population américaine réclame une plus forte somme de protection. Je n'ai pas eu connaissance que le gouvernement des Etats-Unis ait abaissé les droits qui protègent les produits américains contre les nôtres. Au cours de ces derniers jours, les Etats-Unis ont relevé les droits sur des produits importés du Canada jusqu'à concurrence de 75 millions de dollars par année. Et cela, en sus des 100 millions de dollars que représente la valeur des importations canadiennes auxquelles le tarif Fordney a fermé l'accès du marché américain, en 1922. Or, quelles mesures de gouvernement du jour se propose-t-il d'adopter afin que le Canada soit traité de façon équitable par les Etats-Unis? Jusqu'ici, le Gouvernement s'est contenté de dire qu'il ne faut pas provoquer les autorités de Washington, et nous permettons que nos produits agricoles de toutes sortes soient exclus des marchés américains. Nous nous contentons de rester assis bien tranquilles et à faire grand état du nombre énorme de chômeurs qui arpentent les rues des grandes villes américaines.

A maintes reprises, hier et aujourd'hui, j'ai entendu d'honorables membres faire valoir des arguments pour établir que les tarifs douaniers contribuent à faire monter le coût de l'existence. J'ai l'honneur de représenter ici, une division ouvrière,—pas entièrement, car ma circonscription comprend une partie agricole,—mais les trois-quarts des électeurs sont des ouvriers. Or, depuis treize ans que j'ai l'honneur d'occuper un siège ici, mon attitude à l'égard du régime protecteur n'a jamais varié d'un iota. J'ai foi en une politique fiscale essentiellement canadienne; j'ai foi en une politique nationale raisonnable et pratique. Cependant, au cours des treize années durant lesquelles j'ai maintenu cette attitude d'une façon constante, je n'ai jamais entendu la population ouvrière de ma circonscription se plaindre que le régime protecteur contribue à l'augmentation du coût de l'existence. Je doute fort que la population canadienne des deux sexes se soucie beaucoup de la cherté de la vie du moment que nos concitoyens peuvent se procurer du travail et gagner de bons salaires. Voilà le court et le long de la question.